



RAPPORT

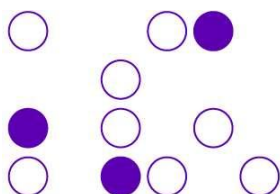
DROIT D'ENFANCE - FONDATION MEQUIGNON

FONDATION RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE PAR DECRET DU 7 AVRIL 1866

Siège social : 16 Route de l'Abbé Méquignon
78990 ELANCOURT

Notre rapport sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



Siège social : 13, passage Dartois Bidot – CS 80024 - 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
T. 01.48.83.00.41 • Fax : 01.48.83.96.77

Bureau : 12, Avenue des Près – 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

Tél. 01.30.43.20.03 – Fax. 01.30.43.84.50

S.A.S au capital de 1.000.000 € - RCS Créteil B 328 297 072 – APE 6920 Z

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Parisienne – Membre de la Compagnie de Paris

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

*Aux membres du conseil d'administration de la fondation DROIT D'ENFANCE –
FONDATION MEQUIGNON*

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation DROIT D'ENFANCE – FONDATION MEQUIGNON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT
LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A
L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*

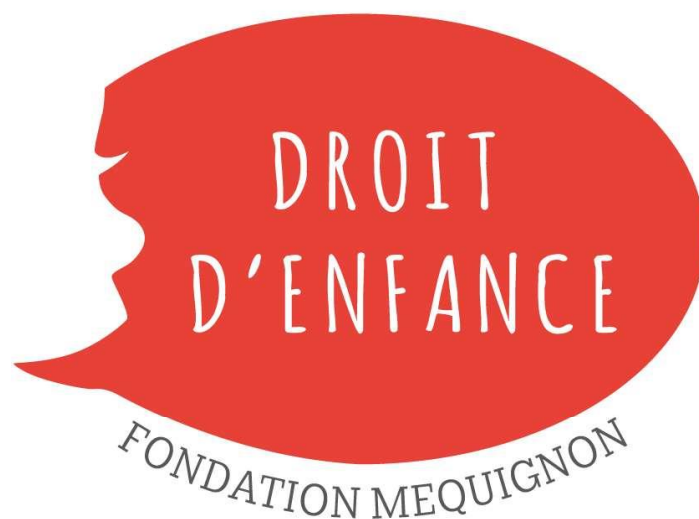
- *il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

*Montigny-le Bretonneux,
Le 19 juin 2025
Pour DBF AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris*

Caroline Roux

Caroline Roux
2025-06-19 LiveConsent ID 14JH9Q4

Caroline ROUX
*Mandataire sociale déléguée
Commissaire aux Comptes*



COMPTES ANNUELS ET ANNEXE 2024

DU 1^{ER} JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

DROIT D'ENFANCE – FONDATION MEQUIGNON

SOMMAIRE

I.	BILAN ACTIF	4
II.	BILAN PASSIF	5
III.	COMPTE DE RESULTAT	7
IV.	PRESENTATION DE LA FONDATION	10
V.	FAITS CARACTÉRISQUES DE L'EXERCICE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE..	12
VI.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	13
A.	REGLES GENERALES	13
B.	LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14
C.	AMORTISSEMENTS	15
D.	LES CREANCES	15
E.	VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT	15
F.	PROVISIONS.....	15
G.	PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	16
H.	FONDS DEDIES	16
I.	ENGAGEMENT DE RETRAITE	16
J.	RESULTATS SOUS CONTROLE DE TIERS FINANCEURS	17
VII.	TABLEAUX.....	18
A.	IMMOBILISATIONS.....	18
B.	AMORTISSEMENTS	19
C.	ETAT DES ECHÉANCES DES CREANCES ET DES DETTES.....	20
D.	PRODUITS A RECEVOIR.....	21
E.	PROVISIONS INSCRITES AU BILAN.....	22
F.	CHARGES A PAYER	23
G.	CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	23
H.	TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES.....	24
I.	TABLEAU DES FONDS PROPRES DETAILLES	25
J.	RESULTAT DE L'EXERCICE.....	26
K.	ETAT DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ETS	27
L.	EFFECTIF	28
M.	INFORMATIONS SUR LES DIRIGEANTS	28
N.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	28
O.	LE BENEVOLAT ET CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE.....	28
P.	EMPRUNTS	29
Q.	ENGAGEMENTS FINANCIERS	29
R.	VARIATION DES FONDS DEDIES.....	30

BILAN

DROIT D'ENFANCE – FONDATION MEQUIGNON

I. BILAN ACTIF

	Brut	Exercice N Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Exercice N-1 Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	39 473	18 295	21 179	21 302
Frais de recherche et développement	191 267	200 057	-8 790	49 914
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, Logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours	140 667	106 583	34 083	15 646
Immobilisations corporelles				
Terrains	383 298		383 298	383 298
Constructions	10 373 057	8 035 552	2 337 506	2 711 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels	387 224	314 108	73 116	68 123
Autres	11 553 818	9 790 771	1 763 048	1 963 347
Immobilisations corporelles en cours	1 112 571		1 112 571	389 792
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	4 988		4 988	4 988
Autres	235 659		235 659	187 707
TOTAL I	24 422 023	18 465 366	5 956 657	5 795 404
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 078 579		1 078 579	1 968 258
Autres créances	866 822		866 822	834 062
Valeurs mobilières de placement	912 989		912 989	929 025
Disponibilités	3 250 269		3 250 269	3 268 529
Charges constatées d'avance	262 323		262 323	237 387
TOTAL II	6 370 982		6 370 982	7 237 261
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	30 793 005	18 465 366	12 327 639	13 032 665

II. BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	4 939 082	4 939 082
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	-401 627	-401 627
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 711 352	3 119 552
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 029 318	2 437 518
Autres		
Report à nouveau	-1 680 871	-222 576
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	34 649	1 142 079
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 811 870	-1 380 625
<i>dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 745 809	-1 255 001
Situation nette (sous total)	3 756 066	6 053 805
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 525 380	1 226 368
Provisions réglementées	875 897	875 897
TOTAL I	6 157 343	8 156 071
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	432 684	447 076
TOTAL II	432 684	447 076
PROVISIONS		
Provisions pour risques	122 391	274 533
Provisions pour charges	157 386	155 903
TOTAL III	279 777	430 436
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	339 982	219 838
Emprunts et dettes financières diverses	3 880	3 254
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 164 757	725 317
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 624 241	3 023 386
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 020
Autres dettes	18 739	26 269
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	306 235	
TOTAL IV	5 457 835	3 999 083
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	12 327 639	13 032 665

COMPTE DE RESULTAT

DROIT D'ENFANCE – FONDATION MEQUIGNON

III. COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	805 891	731 147
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales (1)</i>	713 081	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	28 807 977	26 876 312
<i>Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités S.M.S.</i>	27 849 784	24 837 773
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	45 569	58 304
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	593 368	817 622
Utilisations des fonds dédiés	220 974	161 215
Autres produits	153 866	160 934
TOTAL I	30 627 645	28 805 534
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	6 608 845	6 189 687
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 806 626	2 084 739
Salaires et traitements	15 788 899	14 240 139
Charges sociales	6 839 068	6 194 950
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 133 342	966 250
Dotations aux provisions	44 313	106 435
Reports en fonds dédiés	206 582	448 966
Autres charges	171 435	111 423
TOTAL II	32 599 110	30 342 590
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 971 465	-1 537 055

(1) Les ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales en 2023 étaient de 568 561 €

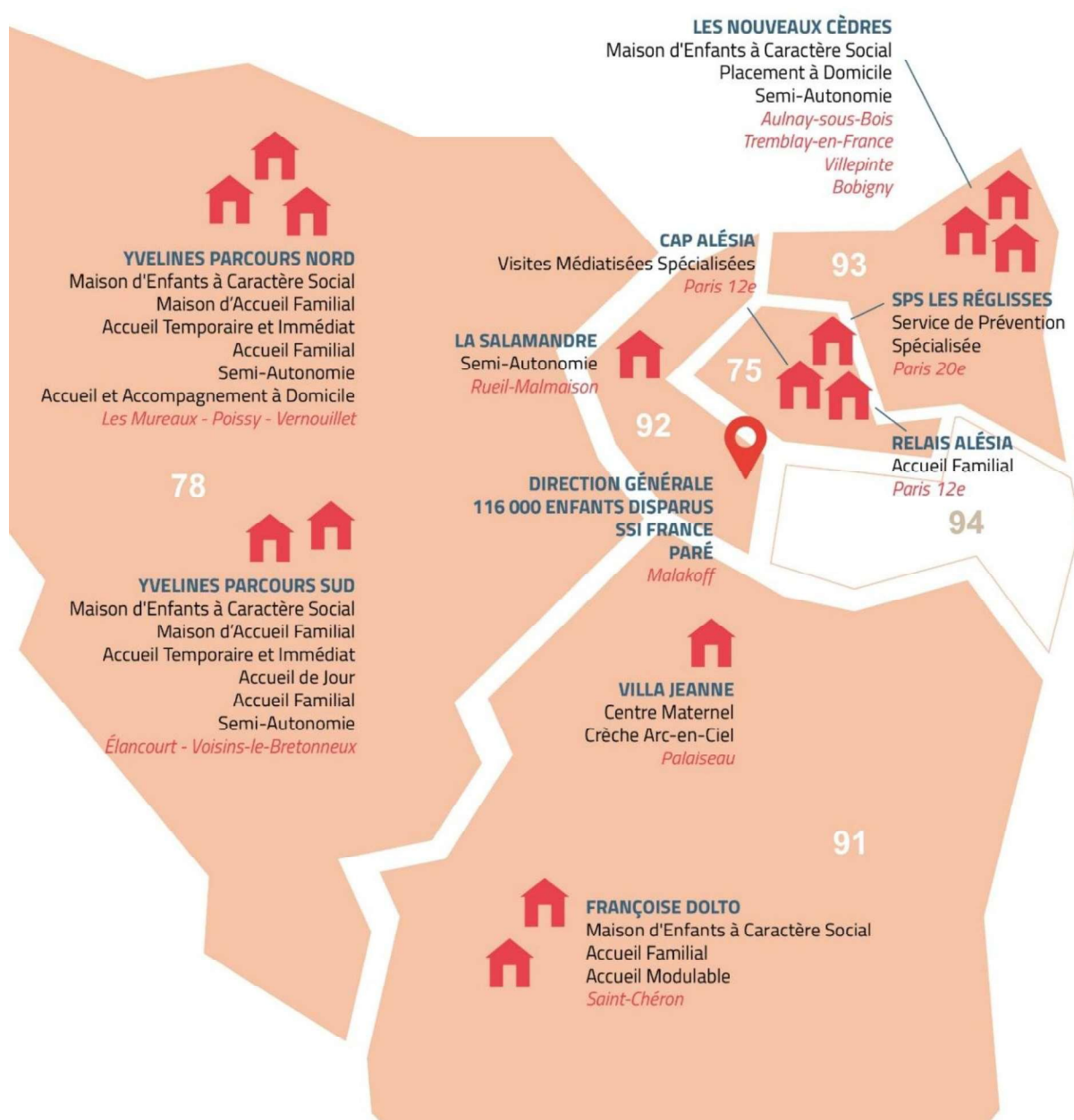
Compte de Résultat Suite		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	786	2 627
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		22 827
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 245	641
TOTAL III	4 031	26 096
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 375	
Intérêts et charges assimilées	3 770	8 048
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		212
TOTAL IV	23 145	8 260
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-19 114	17 835
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-1 990 579	-1 519 220
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-233	6 199
Sur opérations en capital	189 386	189 661
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	189 154	195 860
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 580	7 583
Sur opérations en capital	3 196	49 682
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	9 776	57 265
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	179 377	138 595
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	668	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	30 820 830	29 027 490
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	32 632 700	30 408 115
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 811 870	-1 380 625
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	71 908	200 908
Bénévolat	24 495	25 470
TOTAL	96 403	226 378
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	-71 908	-200 908
Personnel bénévole	-24 495	-25 470
TOTAL	-96 403	-226 378

ANNEXE

DROIT D'ENFANCE – FONDATION MEQUIGNON

IV. PRESENTATION DE LA FONDATION

24 ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE



LA GOUVERNANCE

Une fondation a pour objet la **réalisation d'un intérêt général à but non lucratif**. Elle est créée pour exécuter une œuvre au moyen des biens qui lui sont affectés. Les fondations ne disposent pas d'Assemblée Générale, la gouvernance s'articule autour du **Conseil d'Administration** et du **Bureau**.

Le Conseil d'Administration se réunit 4 fois par an. Ses membres sont élus pour 3 ans et renouvelés par tiers tous les ans. Un commissaire du gouvernement assiste à chacune des séances avec voix consultative.

Le Conseil d'Administration choisit, parmi ses membres élus, un Bureau composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire et d'un Trésorier. Le Bureau est élu pour 2 ans. **Le Directeur Général est nommé par le Président** après avis du Conseil d'Administration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

B U R E A U

Jean-Pierre DEBUISSON - Président
Gérald COVAS - Vice-Président
Philippe MARGUERIT - Trésorier
Danielle LEFEBVRE - Secrétaire

- Nicolas VENTRE - Commissaire du Gouvernement
- Martine DESRUES - Administratrice
- Philippe JOND-NECAND - Administrateur
- Michel DE FRANCE - Administrateur
- Pierre DELATTRE - Administrateur
- Nicolas PERRAULT - Administrateur
- Bernard RAMON - Administrateur
- Michèle SALVAT - Administratrice
- Armelle LE BIGOT-MACAUX - Administratrice
- Patrick RADJEF - Administrateur

LES COMMISSIONS

Ces commissions ont un **rôle de soutien** auprès du Conseil d'Administration et l'aident à préparer ses décisions. Celles-ci sont au nombre de quatre et sont ouvertes à des membres extérieurs au Conseil d'Administration.



V. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

GOVERNANCE

Sur le plan institutionnel et de la gouvernance la Fondation a connu cette année un changement de Présidence : Mr Bernard Durand ayant quitté, cette fonction qu'occupe depuis octobre 2024, le nouveau Président : Mr Jean Pierre DEBUISSON.

ACTIVITE

Parmi les nombreux accomplissements de cette année 2024 et au-delà de la protection des enfants et l'accompagnement des familles au quotidien s'illustrent également par :

- L'ouverture d'un Service d'Accueil d'Urgence (SAU) par l'établissement des Nouveaux Cèdres (93) en juillet 2024.
- Le démarrage de l'activité de la Semi Autonomie pour les jeunes âgés de 18 à 21 ans par l'établissement la Salamandre.
- L'ouverture d'une MAF parisienne en fin d'année 2024.
- Le renouvellement de la mission PARE contre la prostitution des mineurs pour une durée de 3 ans.
- La formation et le déploiement du Dossier Usager Informatisé (DUI)

Trois temps forts ont marqué la vie et la dynamique de l'institution :

- Le deuxième colloque d'une trilogie consacrée au travail avec les familles avec comme focus thématique cette année : la fratrie
- Un séminaire stratégique et opérationnel faisant état de l'avancée des activités et des projets menés par les professionnels et incluant un temps de travail sur la RSE
- La célébration des 100 ans du Service Social International

Pour 2025, le développement de notre activité va s'accroître :

- La Pouponnière à Palaiseau (91) accueillera les premiers bébés en juin 2025. Les travaux sont toujours en cours à fin 2024 et se terminent en juin 2025.
- Le projet est co-financé par le CD91 pour 394 k€ et 921 k€ de prêt.
- L'ouverture d'un nouveau service pour l'établissement des Nouveaux Cèdres : Tiers Digne de Confiance

Notre fondation a déposé en septembre 2024, une requête en justice portant sur la contestation des budgets exécutoires 2024 et des affectations de résultats 2021 et 2022 arrêtés par le département des Yvelines. La procédure est en cours.

SEGUR 2

Les partenaires sociaux puis le gouvernement par un arrêté de juillet 2024 ont décidé l'extension du Ségur à ceux qui n'en bénéficiaient pas encore avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. Néanmoins l'association des départements de France a conditionné la prise en charges

de cette nouvelle dépense par les départements à la compensation de celle-ci par l'Etat. La charge annuelle pour 2024 à ce titre pour la Fondation s'élève à 631 K€. Au 31 décembre 2024, seul le département de la Seine-Saint-Denis avait versé une subvention supplémentaire au titre de ce Ségur 2. Eu égard à cette situation, la Fondation a décidé en septembre 2024 de verser le Ségur 2 à tous ses ayants-droits sauf les assistants maternels multi employeurs à compter d'octobre 2024.

Un accord est intervenu en date du 29 avril 2025 entre l'Association des Départements de France et l'Etat sur une prise en charge partielle du coût par l'Etat. Cet accord concerne l'Aide Sociale à l'Enfance. A ce jour, néanmoins, aucun versement des départements n'est encore intervenu aux associations concernées dont notre Fondation. Une instruction est en cours de rédaction entre l'Etat et l'association des départements. Voir ci-dessous le traitement comptable du Ségur 2.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Nous ne relevons pas d'évènements postérieurs à la clôture impactant les comptes 2024.

VI. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la Fondation : FONDATION MEQUIGNON DROIT D'ENFANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 12 327 639 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 811 870 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

A. REGLES GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans les règlements ANC N° 2018-06 et 2019-04 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Les comptes annuels d'ensemble de la Fondation sont organisés selon le schéma général suivant :

- L'activité de la Fondation est exercée dans le cadre d'établissements ayant chacun un suivi spécifique en comptabilité avec un bilan et un compte de résultat ;
- Les charges communes sont regroupées dans une structure "siège" puis ventilées sur les établissements selon une clé de répartition définie en accord avec les autorités de tarification ;
- Les biens propres à la Fondation mis à la disposition de l'activité de la Fondation sont regroupés dans une structure comptable « gestion propre ».

B. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Tous les autres coûts sont comptabilisés en charges notamment les intérêts liés aux emprunts spécifiques contractés pour l'acquisition d'une immobilisation.

Le coût d'une immobilisation produite par la Fondation pour elle-même est déterminée en utilisant les mêmes principes.

C. AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Frais d'établissement et logiciels : 1 à 5 ans
- Constructions : 15 à 100 ans
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages : 3 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 15 ans
- Matériel de transport : 5 à 7 ans
- Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

La Fondation s'est informée, à la date de clôture, de l'éventuelle existence d'indices de perte de valeur de certains actifs immobilisés.

Concernant les immobilisations financières, lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

D. LES CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E. VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition hors frais accessoires passés en charges.

Des dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation à la date de clôture.

F. PROVISIONS

Toute obligation actuelle à l'égard d'un tiers résultant d'un événement antérieur au 31/12/2024 de la Fondation, estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant un risque identifié, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

G. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la fondation.

H. FONDS DEDIES

Au 31/12/2024, le solde des fonds dédiés est de 432 684 € et se décompose comme suit :

- 182 602€ de fonds dédiés pour le projet PARE, maillage territorial de lutte contre la prostitution, financé par la DGCS et la Préfecture de la Nouvelle Aquitaine.
- 12 980 € de fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes pour le Club des Réglistes, servant à financer les projets suivants :
 - Les futurs projets de « Chantiers Solidaires internationaux »,
 - Le projet « Défi avenir » pour l'art thérapie, l'équithérapie, la lutte contre l'illectronisme entre autres,
 - Le projet « Boxe éducative »
- 237 102 € financé par l'ARS pour la mise en place d'un logiciel DUI (Dossier Usager Informatisé), outil de suivi et de partage d'informations entre les professionnels (médicaux, paramédicaux, sociaux et médico-sociaux)

I. ENGAGEMENT DE RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.45 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 27.59 %
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2020-2022

Le montant de la provision de retraite au 31/12/2024 s'élève à 157 386 €.

J. RESULTATS SOUS CONTROLE DE TIERS FINANCEURS

La Fondation intervient dans le champ du secteur social et médico-social ayant ses règles spécifiques de fonctionnement. Ainsi, le résultat de fin d'exercice se divise en deux parties :

- Le résultat « hors gestion contrôlée » dont l'affectation est entièrement sous la responsabilité de la gouvernance de la Fondation,
- Le résultat « sous gestion contrôlée » dont l'affectation dépend d'un ou de plusieurs tiers financeurs. Ce résultat et son affectation proposée par la gouvernance de la Fondation est soumis au contrôle et à l'approbation de l'autorité de tarification in fine décisionnaire.

Cette particularité a deux incidences :

- Au 30 juin de l'exercice suivant, le résultat sous gestion contrôlée ne peut pas être matériellement définitivement affecté, il figure donc temporairement en instance d'affectation sous la rubrique « résultat sous contrôle de tiers financeurs » ;
- Après contrôle de l'autorité de tarification, certaines charges voire certains produits peuvent faire l'objet d'un rejet et donc sont affectés in fine en dépenses refusées dans les fonds propres.

Tous les résultats jusque 2022 sont affectés conformément aux arrêtés départementaux mais la Fondation ne dispose pas encore des informations de la part des Financeurs nécessaires à l'affectation des résultats 2023.

VII. TABLEAUX

A. IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Acquisitions apports, création virements	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement	224 765	5 976		230 741
Autres immobilisations incorporelles	113 063	27 603		140 667
TOTAL immobilisations incorporelles :	337 828	33 579		371 407
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	383 298			383 298
Constructions sur sol propre	6 210 716			6 210 716
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	4 149 169	13 172		4 162 341
Installations techniques et outillage industriel	353 998	34 346	1 120	387 224
Installations générales, agencements et divers	8 124 071	157 738		8 281 809
Matériel de transport	800 004	146 282	38 246	908 040
Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 164 367	95 699	4 735	2 255 330
Emballages récupérables et divers	103 060	5 579		108 639
Immobilisations corporelles en cours	389 792	741 693	18 914	1 112 571
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	22 678 475	1 194 509	63 015	23 809 969
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	192 695	56 031	8 078	240 647
TOTAL immobilisations financières :	192 695	56 031	8 078	240 647
TOTAL GÉNÉRAL	23 208 998	1 284 119	71 094	24 422 023

B. AMORTISSEMENTS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	153 548	64 804		218 352
Autres immobilisations incorporelles	97 417	9 166		106 583
TOTAL immobilisations incorporelles :	250 965	73 970		324 935
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	4 559 612	217 626		4 777 238
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	3 088 986	169 327		3 258 314
Installations techniques et outillage industriel	285 875	29 354	1 120	314 108
Installations générales, agencements et divers	6 848 127	341 322		7 189 449
Matériel de transport	521 102	77 000	38 246	559 856
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 810 601	170 503	2 892	1 978 212
Emballages récupérables et divers	48 324	14 929		63 254
TOTAL immobilisations corporelles :	17 162 628	1 020 061	42 259	18 140 431
TOTAL GÉNÉRAL	17 413 593	1 094 031	42 259	18 465 366

C. ÉTAT DES ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 988		4 988
Autres immobilisations financières	235 659		235 659
TOTAL de l'actif immobilisé :	240 647		240 647
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 078 579	1 078 579	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	1 303	1 303	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	408	408	
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	188 670	188 670	
État - Divers	614 328	614 328	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	56 162	56 162	
TOTAL de l'actif circulant :	1 939 451	1 939 451	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	262 323	262 323	
TOTAL GÉNÉRAL	2 442 421	2 201 774	240 647

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	339 982	65 459	243 330	31 193
Emprunts et dettes financières divers	3 880		3 880	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 164 757	1 164 757		
Personnel et comptes rattachés	1 712 771	1 712 771		
Sécurité sociale et autres organismes	1 430 745	1 430 745		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	480 726	480 726		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	18 739	18 739		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	306 235	306 235		
TOTAL GÉNÉRAL	5 457 835	5 179 432	247 210	31 193

D. PRODUITS A RECEVOIR

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	669 570
Personnel	
Organismes sociaux	
État	802 999
Divers, produits à recevoir	31 649
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
TOTAL	1 504 218

Les produits à recevoir comprennent un montant de 594 K€ correspondant au montant restant à régler par les départements (hormis le 93) au titre du Ségur 2 pour l'ensemble de l'exercice 2024 (12 mois).

Si malgré leur obligation financière et leur accord conclu avec l'Etat en 2025, certains départements renonçaient définitivement à régler le Ségur 2 2024 aux organismes privés ASE, ce produit à recevoir impliquerait une charge complémentaire équivalente sur l'exercice 2025.

E. PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	107 327	44 313	79 223	72 417
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	155 903	25 953	24 471	157 386
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	167 206	13 358	130 589	49 974
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	430 436	83 624	234 283	279 777
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation	-19 375	19 375		
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	- 19 375	19 375	0	0
TOTAL GÉNÉRAL	411 061	102 999	234 283	279 777

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice

Exploitation	83 624	234 283
Financières	19 375	
Exceptionnelles		

F. CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues		171 153
Int.courus s/emp. auprès établt. crédit		6 413
Dettes provis. pr congés à payer		1 109 754
Personnel - autres charges à payer		528 673
Charges sociales s/congés à payer		465 904
Charges sociales - charges à payer		
Charges fiscales s/congés à payer		123 113
Etat - autres charges à payer		2 800
Divers - charges à payer		
TOTAL		2 407 810

Les charges à payer comprennent le montant chargé dû aux salariés au titre du Ségur 2 pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 septembre 2024 plus celui dû aux assistants maternels multi employeurs sur le 4ème trimestre 2024 soit au total un montant de 494 K€.

G. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	262 323	306 235
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	262 323	306 235

H. TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Fonds propres sans droit de reprise	4 939 082				4 939 082
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	- 401 627				- 401 627
Réserves	3 119 552			408 200	2 711 352
<i>Dont Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>2 437 518</i>				<i>2 029 318</i>
Report à nouveau	- 222 576	- 1 380 625		77 670	- 1 680 871
<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 142 079</i>				<i>34 649</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 380 625	1 380 625		1 811 870	- 1 811 870
<i>Dont Résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 1 255 001</i>				<i>- 1 745 809</i>
Dotations consommables					
Subventions d'investissements	1 226 368		404 395	105 383	1 525 380
Provisions réglementées	875 897				875 897
TOTAL	8 156 071	-	404 395	2 403 123	6 157 342



I. TABLEAU DES FONDS PROPRES DETAILLES

Tiers Financeurs	Début exercice	Variation	Fin exercice
Hors Gestion Contrôlée	1 888 099	-291 301	1 596 798
Gestion Propre	4 024 140	43 797	4 067 937
Siège	-238 938	8 428	-230 509
Département 75	-896 262	-177 342	-1 073 604
Département 78	-393 337	-36 427	-429 764
Département 91	-235 792	-94 190	-329 982
Département 92	0	0	0
Département 93	-88 298	-22 525	-110 823
Programmes Nationaux	-283 414	-13 043	-296 457
Sous gestion Contrôlée	6 267 971	-1 707 426	4 560 544
Siege	137 877	-193 793	-55 917
Département 75	-261 442	-196 675	-458 117
Département 78	1 139 063	-801 307	337 756
Département 91	3 116 418	-31 896	3 084 522
Département 92	-100 116	-63 609	-163 725
Département 93	1 786 171	-420 146	1 366 025
PJJ	450 000	0	450 000
Total général	8 156 070	-1 998 727	6 157 343

Les fonds propres hors gestion contrôlée correspondent :

- aux établissements dont la gestion n'est pas contrôlée par nature par une autorité de tarification (CAP Alésia, les Programmes Nationaux et la Gestion Propre)
- aux fonds propres sans droit de reprise
- aux dépenses refusées par les autorités de tarification sur les établissements sous contrôle d'autorité de tarification

J. RESULTAT DE L'EXERCICE

Etablissements		Résultat de l'exercice	Résultat de l'exercice précédent
Résultat hors gestion contrôlée		-66 061	-125 625
Département 75	Gestion Propre	43 797	31 821
		43 797	31 821
		-96 816	-160 765
	Cap Alésia	-96 816	-160 765
		-13 043	3 320
Programmes Nationaux			
	ED - 116000	10 484	3 320
	PARE / SSI	-23 527	
Résultat sous gestion contrôlée		-1 745 809	-1 255 001
Département 75		-170 193	41 037
	Siège	-170 193	41 037
		-260 049	-465 200
Département 78	Club Réglisses	-149 067	-41 497
	Relais Alésia	-110 982	-423 703
		-483 857	-408 141
Département 91	Parcours 78	-483 857	-408 141
		-415 693	-374 226
Département 92	Françoise Dolto	-211 619	-536 927
	Villa Jeanne	-204 074	162 701
		-63 609	-100 116
Département 93	La Salamandre	-63 609	-100 116
		-352 407	51 645
PJJ	Les Nouveaux Cèdres	-352 407	51 645
	CEF	0	0
Excédent ou Déficit Global		-1 811 870	-1 380 625

K. ETAT DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ETS

Etablissements		2024	2023
	SIEGE	214 203	763 389
	GESTION PROPRE	67 463	11 608
ASE + Tribunaux		656 833	538 074
	CAP ALESIA	656 833	538 074
Département 75		4 284 475	4 018 061
	CLUB REGLISSES	1 372 712	1 574 871
	RELAIS ALESIA	2 911 763	2 443 190
Département 78		13 360 421	12 995 328
	PARCOURS 78	13 360 421	12 995 328
Département 91		5 685 610	5 686 181
	FRANCOISE DOLTO	3 468 284	3 167 480
	VILLA JEANNE	2 217 325	2 518 701
Département 92		837 397	246 073
	LA SALAMANDRE	837 397	246 073
Département 93		4 714 061	4 151 819
	CEDRES	4 714 061	4 151 819
Programmes Nationaux		807 180	395 000
	ED	418 309	395 000
	PARE / SSI	388 871	
PJJ		0	0
	CEF	0	0
TOTAL		30 627 645	28 805 534
<i>Décomposition</i>			
	Exploitation	30 627 645	28 805 534
	Financiers	4 031	26 096
	Exceptionnels	189 154	195 860
TOTAL		30 820 830	29 027 490

L. EFFECTIF

Effectif moyen du personnel :

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif équivalent (Temps plein)
CADRES	16	50	65
EMPLOYES	92	184	276
ASSFAM	5	75	80
APPRENTIS	4	12	16
Total général	117	321	437

M. INFORMATIONS SUR LES DIRIGEANTS

Les 3 plus hauts cadres dirigeants au sens de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, ne sont pas rémunérés. Les frais de mission remboursés en 2024 aux administrateurs, dans le cadre de leur mandat, ont été de 3.657 €.

La rémunération des trois plus hauts cadres salariés et avantages en nature :

Le montant global des rémunérations (avantages en nature compris) des trois plus hauts cadres salariés en 2024 est de 287 344 € soit :

- Dirigeant : 102 034 Euros
- Directeur : 94 039 Euros
- Directeur : 92 293 Euros

N. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le compte de résultat au 31 décembre 2024 intègre des honoraires de commissariat aux comptes pour un montant global de 42 746 €.

O. LE BENEVOLAT ET CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La Fondation a bénéficié d'heures de bénévolat sur l'exercice 2024 pour 408,25 heures évaluées à 24 495 €, correspondant à l'activité des membres du bureau (bureau et commissions) dans le cadre de leur réunion respective. Ne sont pas pris en compte les temps individuels des bénévoles consacrés à la Fondation.

Droit D'Enfance a également bénéficié de contributions volontaires en nature pour un montant global de 71 908 €, correspondant pour l'essentiel à des Spots de sensibilisation, offerts par les médias au 116 000 Enfants Disparus.

P. EMPRUNTS

Nouvel emprunt contracté :

- Organisme bancaire : Caisse d'Epargne
- Motif : Travaux d'extension et d'aménagement pour la création d'une pouponnière
- Montant total : 920 838 €, en phase de préfinancement,
 - Montant versé au 31.12.2024 : 161 338 €
- Taux d'intérêt : 3,80 %
- Durée : 180 mois

Ancien emprunt :

- Organisme bancaire : Caisse d'Epargne
- Motif : Travaux d'extension du PF dans le 78
- Montant total : 476 460 €
- Taux d'intérêt : 3,45 %
- Durée : 240 mois

Q. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

- Caution sur emprunt avec la Caisse d'Epargne concernant les travaux de la pouponnière sur VJ pour un montant de 460 419 € de CEGC
- Caution sur emprunt avec la Caisse d'Epargne concernant les travaux de l'extension du PF pour un montant de 172 230€ du CD78

R. VARIATION DES FONDS DEDIES

		UTILISATIONS				A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	Montant global	Dont rembourseme nts	TRANSFERTS	Montant global Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépende au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation (1)	PARE - DGCS PROSTITUTION	125 125	138 132	125 125			138 132
	PARE - PREF NOUV AQUITAINE		44 471	0			44 471
Contributions financières d'autres organismes (1)	PROJET CHANTIER SOLIDAIRE	2 030	1 480	2 030			1 480
	DUI - AAP 2023 ARS/DDE	284 821	21 000	68 719			237 102
	DRFIP DEFIL AVENIR	10 000					10 000
	DON JULIENNE DUMESTE	2 100		2 100			
	ARS PSY DE RUE	20 000		20 000			
	ACHAT MAT. SPORTIF 78MECS POISSY	3 000	1 500	3 000			1 500
Ressources liées à la générosité du public (1)	CAF - BOXE EDUCATIVE						
	TOTAL	447 076	206 582	220 974			432 684

